

# **Analyse - Avis d'incendie : Manifestations de rue et crise politique dans un Brésil polarisé ?**

jeudi 9 juin 2016, par [GLAUBER Sezerino](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mai 2016).

Sommaire

- [Le gouvernement Lula et \(...\)](#)
- [La crise mondiale et le \(...\)](#)
- [Les élections de 2014 et \(...\)](#)
- [Pour une sociologie des \(...\)](#)
- [Hors des partis, le poids](#)

## **AVIS D'INCENDIE : MANIFESTATIONS DE RUE ET CRISE POLITIQUE DANS UN BRÉSIL POLARISÉ ?**

Depuis quelques semaines, le Brésil s'enfonce dans la crise politique la plus impressionnante de ces dernières décennies. Accusé de corruption, le gouvernement voit sa popularité tomber à des niveaux préoccupants. Des juges orientés politiquement, une presse engagée pour faire tomber le gouvernement, des dirigeants de l'opposition touchés par des affaires de corruption et des associations patronales mécontentes par rapport à l'état de l'économie nationale, tous ont vu se dessiner des manifestations massives dans les principales villes brésiliennes : soit pour la destitution de la présidente Dilma Rousseff et l'emprisonnement de Lula, soit contre le processus de destitution de la présidente et le « coup d'État à froid » orchestré par la droite.

Au niveau international, nombre de médias et de leaders politiques y sont allés de leurs analyses pour expliquer et dénoncer la situation, en usant bien souvent d'une grille de lecture simpliste : nous serions en présence d'une « crise de représentation » du système brésilien, avec une opposition binaire (gauche vs. droite ; peuple vs. bourgeois). Lecture qui fait fi de la complexité de la situation et de ses ressorts sociologiques, politiques et historiques.

Or, pour échapper à cette schématisation à outrance, il faut remonter un peu dans l'histoire brésilienne récente. Le pari de ce texte est que ce retour en arrière puisse permettre une meilleure compréhension de l'actuelle situation.

### **Le gouvernement Lula et le « nouveau pacte social »**

Arrivés au pouvoir en 2003, le président Lula et son parti (PT) mettent en place un projet politique qui ambitionne de faire du pays un acteur international de premier plan en matière économique. Dans cette perspective, les fortes inégalités sociales, notamment celles qui concernent l'accès à la consommation par le plus grand nombre, doivent être résorbées. Ce changement doit induire une croissance de nombreux secteurs de l'économie nationale, ce qui constitue un préalable à un futur développement sur la scène internationale.

Un nouveau pacte social est donc à l'ordre du jour sous la présidence de Lula.

Tout en étant le résultat d'une série de politiques étatiques, ces transformations sont autant la conséquence d'une volonté réformatrice que le résultat d'un réajustement de l'économie internationale.

Après la mise en place de nouvelles politiques macro-économiques, suite à la crise du taux de change de 1999, le pays voit l'ascension du grand capital porté par les exportations de *commodities* [1], au sein du « bloc du pouvoir ». Le retour de ce groupe est directement lié à la croissance des exportations de produits agro-alimentaires et de matières premières à faible valeur ajoutée, croissance qui a été rendue possible par l'explosion de la demande mondiale pour des produits (canne à sucre, soja...) pour lesquels le Brésil est fortement compétitif. Loin d'être négligeable, cette ascension est allée de pair avec la permanence de la puissance du secteur financier déjà installé en raison du besoin d'une plus grande stabilité économique, apportée depuis les années 1990 par ce capital financier.

Or, sans les excédents de la balance commerciale, les politiques monétaires et fiscales n'auraient pu être assouplies, avec notamment une hausse du salaire minimum et la généralisation des prestations sociales aux plus démunis comme la *Bolsa Familia* [2]. Avec ces politiques tournées vers les populations issues de la base de la pyramide sociale brésilienne, Lula et le PT laissent le marché national ouvert et suffisamment conscient pour entraîner une hausse du recours au crédit et pour stimuler la consommation des biens durables et services destinés aux couches populaires. C'est cette croissance du marché intérieur qui favorisera le marché du travail (dans la catégorie des faibles revenus). Mais l'amélioration réelle des conditions de vie, liée principalement à l'accès à la consommation et à l'emploi, se fait aux dépens d'investissements publics massifs dans les services de première nécessité (éducation, santé, transport, logement).

Pendant cette période « néo-développementiste », souvent considérée comme synonyme d'un « réformisme faible », le PT compose politiquement avec des partis qui ne font pas des changements sociaux structurels un enjeu central. Cette situation résulte en partie du mode de fonctionnement de la vie parlementaire brésilienne et de son « présidentielisme de coalition ». Ainsi, pour voir approuvées sa gestion et ses orientations politiques, le président doit négocier avec un parlement idéologiquement hétérogène et traversé par des intérêts conflictuels. Ce système contribue alors à l'abandon progressif des couches moyennes de la gauche qui constituaient pourtant le cœur de l'électorat du PT - phénomène que nous laisserons volontairement de côté dans ce texte. Il est cependant important de garder à l'esprit l'évolution de la base sociodémographique des soutiens de Lula et de son parti : d'une gauche appartenant souvent aux couches moyennes scolarisées et fortement actives au sein des mouvements sociaux, le PT, surtout à partir de la moitié du premier mandat de Lula, s'appuie de plus en plus sur les composantes de la classe populaire, laquelle participe traditionnellement peu aux manifestations de rue ou aux différents mouvements sociaux déjà existants.

### **La crise mondiale et le déclin du « néo-développementisme »**

Passée l'euphorie de la première décennie des années 2000, arrive le gouvernement Dilma Rousseff, « filleule » politique de Lula. En même temps, on observe la réduction du poids des matières premières brésiliennes dans le commerce international.

Causé par le recul des principaux acheteurs comme la Chine, le pays fait face à une crise dont les représentants du gouvernement se pensaient jusque-là épargnés. Dans cette période de rétraction de l'économie nationale et face au mécontentement grandissant des secteurs du capital financier, le

gouvernement doit abandonner des politiques économiques « néo-développementistes » qui jusque-là le caractérisaient, pour un programme d'austérité à forte empreinte néo-libérale.

En conséquence, des mobilisations pour l'accès aux services publics de qualité commencent à voir le jour, pour culminer en juin 2013 avec les dites « journées de juin ».

Poussée d'abord par une demande concrète et pratique d'un « droit à la ville » (avec le symbole des transports publics), une masse de travailleurs précaires va investir la rue. Ces premières manifestations - ce qui n'est pas anodin - ont été plus ou moins attaquées par les secteurs de la gauche qui appartiennent aux couches moyennes, franges qui constituaient auparavant la base historique du PT.

Dans ce tableau critique, vient s'ajouter tout une problématique liée au rôle joué par les anciennes classes moyennes marquées historiquement par leur conservatisme. En se tournant à la fois vers les couches les plus basses de la population et le grand capital financier, le gouvernement commença à essuyer des critiques de la part de cette dernière frange dont le mécontentement s'est traduit par un discours plus conservateur, voire proto-fasciste.

Avec l'implication massive de ces groupes, influencés en partie par l'engagement des grands médias, les manifestations vont voir ces demandes se condenser autour d'un discours anti-corruption qui par sa rhétorique se traduit en hostilité à la politique au sens large.

## **Les élections de 2014 et l'image d'un pays divisé**

A la fin de l'année 2014, arrivent les élections présidentielles. Elles sont marquées par un approfondissement de la polarisation entre le projet Lula-Rousseff/PT et ses adversaires plus proches du capital financier, notamment le candidat du Parti de la Social-Démocratie Brésilienne (PSDB), Aécio Neves. Face à cette montée du candidat du PSDB (qui obtient le meilleur score pour son parti depuis l'arrivée de Lula à la présidence), le PT s'est senti contraint de faire appel à son ancienne base électorale, à savoir les secteurs de la gauche appartenant aux classes moyennes scolarisées. Le recours à une rhétorique rappelant le passé de résistance armée contre la dictature - utilisé ad nauseam par le PT -, illustre par exemple cette stratégie.

Finalement, les élections législatives ayant lieu au même moment ont été vécues comme une défaite par le PT qui a perdu 18 députés dont certaines de ses figures historiques. Le parti a donc dû composer avec un parlement comptant davantage de députés de l'opposition, dont certains profils très conservateurs.

Affaibli et touché de plus en plus par la crise internationale, le nouveau gouvernement décide de nommer à la tête des ministères clés (économie, agriculture, aménagement urbain) des personnalités fortement inspirées par le néo-libéralisme et le conservatisme. Ce faisant, toute une série de mesures d'austérité ont touché aussi bien les anciennes classes moyennes conservatrices (augmentation du prix des carburants et de l'énergie électrique, contrôlés jusque-là par des mesures gouvernementales) que les travailleurs précaires (réorganisation du régime du chômage et des retraites).

C'est dans cette situation de faiblesse que sont apparus les scandales de corruption liés à l'entreprise pétrolière « Petrobras », entreprise phare de l'État. Poussées par une puissante campagne médiatique et par une nouvelle droite fortement conservatrice, les anciennes classes moyennes conservatrices descendent dans la rue une fois de plus et demandent la destitution de la présidente et la dissolution du PT touché par les affaires de corruption. Plusieurs manifestations

sont organisées dès le début de l'année 2015. En réaction, des mouvements plus ou moins liés organiquement au PT lancent également leur propre appel à manifester.

Dans ce cadre apparent de polarisation, la grande presse, les « médias alternatifs » et les différents groupes qui s'activent sur les réseaux socio-numériques contribuent à alimenter l'idée d'un pays structurellement divisé. Pour les uns entre la gauche et la droite, pour les autres entre l'élite blanche et le peuple pauvre et métissé, ou encore entre les « gens de bien » et les corrompus. Cependant, l'analyse plus précise de la morphologie sociale des participants aux deux types de manifestations laisse entrevoir une réalité plus complexe.

### **Pour une sociologie des manifestants**

Si l'on en croit les chiffres avancés par plusieurs instituts de sondage au sujet des manifestations contre le gouvernement, en 2015 mais aussi plus récemment (dimanche 13 mars 2016), les participants, au regard des moyennes nationales, seraient à la fois plus « âgés » (plus de la moitié ont plus de 40 ans), plus scolarisés (environ deux tiers ont un diplôme d'enseignement supérieur) et plus aisés dans la mesure où plus de la moitié d'entre eux a des revenus supérieurs à cinq fois le niveau du salaire minimum légal [3]. Avec quelques légères différences, les contre-manifestations, en soutien au gouvernement ou, comme celle du 18 mars 2016, contre le « coup d'État et pour la démocratie », ont rassemblé des manifestants qui partagent les mêmes propriétés sociales. De légères différences sont observées en ce qui concerne les revenus, un peu plus faibles pour ceux-ci : la majorité a entre trois et dix salaires minimums.

La différence substantielle semble se situer ailleurs, notamment du côté des secteurs et statuts professionnels. En effet, les manifestations pro-gouvernement ou contre le « coup d'État à froid » sont largement suivies par des fonctionnaires tandis que celles des opposants au gouvernement comptent des entrepreneurs pour une part non-négligeable. Une autre différence concerne les affiliations politiques et les précédents votes. Celles et ceux qui s'opposent à la procédure de destitution ont majoritairement voté pour le PT lors du deuxième tour des présidentielles de 2014. Par ailleurs, la part des syndicalistes et militants des mouvements sociaux est également très élevée. En revanche, du côté de celles et ceux qui sont en faveur d'une procédure d'impeachment, la part des électeurs du PSDB est majoritaire et l'écrasante majorité d'entre eux n'est affiliée à aucun syndicat ou mouvement politique organisé.

Néanmoins, pour bien comprendre cette séquence politique dont les conséquences sont aujourd'hui encore saillantes, quelques considérations s'imposent.

D'abord, il est frappant de constater, dans les événements situés entre les élections présidentielles de 2014 et les dernières manifestations de mars 2016, l'absence d'une partie de la population qui avait été derrière les premières manifestations de 2013 et les nouvelles expériences politiques nées à cette occasion. En résumé, si juin 2013 a été marqué dans un premier temps par la présence des jeunes travailleurs précaires, ce n'est plus le cas en mars 2016.

Outre l'absence des franges les plus précaires, on peut signaler également l'arrivée de secteurs de la gauche appartenant aux couches moyennes scolarisées, souvent constituées par des fonctionnaires et des individus liés plus ou moins organiquement aux anciens mouvements sociaux et syndicaux (Mouvement des travailleurs sans terre, Centrale unique des travailleurs, Union nationale des étudiants).

Cette évolution, initiée lors de la campagne présidentielle de 2014, va s'accroître à tel point que ces profils sont devenus aujourd'hui majoritaires dans les manifestations contre le « coup d'État » et

pour la démocratie. De fait, tout laisse à penser que le PT cherche à renouer avec son ancienne base électorale, qui avait été progressivement perdue en raison des politiques de coalition entamées depuis l'arrivée de Lula à la présidence.

Rappelons enfin la constance avec laquelle les secteurs appartenant aux anciennes couches moyennes conservatrices manifestent. Ces individus ont pris l'ascendant depuis 2013, soutenus par les grands médias, des partis de l'opposition de droite et des associations patronales. Dans une grande mesure en raison du retrait du gouvernement et de la gauche traditionnelle face à cette montée conservatrice, des partisans d'un État minimal (antisocial par excellence) ne font qu'augmenter en nombre et capacité d'action, souvent violente. Plus tournés à la fois dans la quête de la gouvernabilité pour ce qui est de la responsabilité de la présidente ou encore dans la critique des actions politiques des travailleurs précaires dont la gauche traditionnelle n'avait pas le protagonisme, le PT et certains de ses sympathisants ont ouvert en réalité la voie à cette multitude à fort caractère anti-politique et visiblement fasciste.

Cette coalition se considère actuellement comme la principale force (au moins quantitativement) du jeu politique. Ce mouvement organise ses manifestations en affichant de plus en plus des tendances fascisantes et anti-politiques. À titre d'exemple, il n'est pas anodin que lors du dernier grand rassemblement du 13 mars 2016, des figures de proue des partis d'opposition (comme les anciens candidats du PSDB Aécio Neves ou José Serra) ont été expulsés par une foule chauffée à blanc sous des cris les traitant de « corrompus ».

Pourtant, si le Brésil est partagé, comme le prétendent l'opposition, les grands médias, la nouvelle droite et même le gouvernement et ses partisans, cette division ne peut être réduite aux deux mouvances qui ont animé les dernières manifestations. Dans ce face-à-face, une autre clé de lecture demeure encore étrangement délaissée, celle que représente la masse des travailleurs précaires de plus en plus engagés depuis 2013 dans des processus politiques non institutionnalisés.

### **Hors des partis, le poids politique des précaires**

Cette masse de travailleurs précaires, qui a connu un essor pendant les années du « miracle lulista [4] », espérait peser sur les enjeux sociaux nationaux. Or, ces derniers ont déchanté au fur et à mesure que leur espoir d'ascension sociale a été compromis par les (ré)orientations économico-politiques opérées par les gouvernements successifs issus du PT.

Le moment actuel, marqué alors par cette opposition supposée, porte comme danger une répétition de l'histoire s'apparentant plus à une farce.

En délaissant les franges précarisées, pourtant de plus en plus mobilisables depuis 2013 et en persistant à défendre un gouvernement qui a maintes fois déçu les espoirs et projets de changement structurel, une bonne partie de cette ancienne gauche se trouve désormais réduite à jouer le rôle de pion dans un jeu d'échec dont elle ne contrôle aucunement les règles. Les derniers gestes portés par le PT le montrent bien : pendant que Lula établit des accords au Parlement et que Dilma Rousseff signale au grand patronat l'engagement du gouvernement à maintenir l'austérité face à la crise économique, les militants contre le « coup d'État » sont utilisés comme chair à canon dans des affrontements contre cette droite de plus en plus fascisée.

Face à cette réalité de plus en plus instable, au-delà d'une défense par principe du projet politique du PT et de Lula, le moment demanderait plutôt un questionnement de cette politique de coalition. Cette mise en question pourrait pousser vers une nouvelle politique des rues, plus proche de ceux et celles qui, jusqu'alors en dehors de ce jeu, sont les plus capables de mettre les deux rois en échec.

Une éventuelle alliance avec ces secteurs précarisés et auparavant mobilisés peut de fait s'opposer à l'avancement d'un fascisme qui n'a jamais arrêté de ronger l'histoire brésilienne. Après tout, c'est ce fascisme qui se présente aujourd'hui comme l'ennemi le plus urgent à éradiquer, et pas seulement au Brésil.

## **Glauber Aquiles Sezerino**

---

### **P.-S.**

\* <http://intercoll.net/spip.php?article427>

\* Article choisi par l'association Autres Brésils ([www.autresbresils.net/](http://www.autresbresils.net/))

\* Relecture par Jeanne de Larrard.

\* Glauber Acquises Sezerino est ociologue, doctorant à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

---

### **Notes**

[1] Terme anglais qui désigne les matières premières et produits agro-alimentaires.

[2] « Bourse famille », l'équivalent brésilien de nos allocations familiales, subordonnée à la scolarisation des enfants

[3] Le salaire minimum est actuellement de 880 reals, soit environ 221 euros.

[4] Fait référence à Lula - soit l'ascension économique des années 2000 pendant lesquelles Lula était président.